



# La Lettre DE VOTRE DÉPUTÉ

Septembre 2011



## « Règle d'or » : Attention danger !

Le 13 juillet dernier, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi constitutionnelle visant « l'équilibre des finances publiques », la fameuse « règle d'or ». Derrière ce projet, apparemment raisonnable, de « maîtrise » des dépenses publiques, le Gouvernement tente de graver définitivement dans notre Constitution, le culte de l'austérité et la soumission du peuple et de ses représentants aux marchés financiers.

## Leur « règle d'or », c'est la loi de l'argent !

Ce projet de loi qui doit encore être approuvé par référendum ou par le Parlement réuni en Congrès (si le chef de l'Etat se décide à le faire) s'inscrit dans un vaste plan, porté par les gouvernements européens, les institutions de l'Union et le Fond monétaire international, qui cherche à imposer aux peuples d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine une nouvelle gouvernance économique, soustraite au contrôle démocratique et aux ordres de la finance.

En Europe les marchés financiers, pourtant hors de contrôle, veulent, aujourd'hui, imposer leur loi au pouvoir politique et aux populations !

## La « règle d'or » : la machine à broyer les salaires et les acquis sociaux..

*Contrairement à ce que les défenseurs de la « règle d'or » prétendent, ce ne sont pas les dépenses publiques qui ont creusé la dette. C'est l'assèchement délibéré des recettes (les baisses d'impôts et de cotisations sociales accordées aux plus riches et aux grandes entreprises) qui a durablement vidé les caisses de l'Etat et lui ont fait perdre 170 milliards d'euros ces dix dernières années.*

Comme en Allemagne, en Grèce ou en Italie, ceux qui, en France, déclarent vouloir gérer l'Etat comme de « bons pères de famille », utilisent le prétexte de la dette qu'ils ont eux-mêmes creusée pour justifier et imposer l'austérité aux peuples et aggraver encore l'injuste répartition des richesses : toujours plus aux actionnaires, aux spéculateurs, aux banquiers. Toujours moins à ceux qui travaillent et aux retraités !

La baisse du pouvoir d'achat, la diminution du nombre de fonctionnaires donc de la qualité de nos services publics, la flexibilité du travail et la casse de notre système de protection sociale... voilà ce que les partisans de la « règle d'or » nous promettent pour limiter les déficits publics. Tout le contraire de ce qu'il faut faire !

Les recettes de l'Etat dépendent de l'activité économique. **Augmentons l'emploi et les salaires et l'activité économique pourra redémarrer.** La richesse nationale augmentera en même temps que les recettes de l'Etat et le déficit budgétaire se réduira progressivement

**La « règle d'or » des spéculateurs, c'est la « règle de fer » pour les peuples :** Plus de précarité pour les classes moyennes et de pauvreté pour les plus modestes.

## **... et qui prive le peuple de son contrôle souverain sur l'impôt !**

Depuis son arrivée au pouvoir, en 2007, Nicolas Sarkozy n'a eu de cesse de réduire les pouvoirs du Parlement. Avec l'adoption définitive de la « règle d'or », c'est à une nouvelle étape dans le renforcement du pouvoir exécutif que nous assisterons.

**Avec la « règle d'or »,** c'est le Conseil constitutionnel (dont les 9 membres, actuellement tous de droite, sont nommés et non élus) qui sera désormais chargé de vérifier que les lois de finances votées par les parlementaires sont bien conformes aux objectifs d'équilibre des finances publiques. De même, les budgets des Etats seront examinés à Bruxelles avant d'être débattus dans les assemblées nationales ! **Le peuple n'aura plus son mot à dire !**

**Les partisans de la « règle d'or » trahissent la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789** en empêchant les Français « *de constater la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer l'assiette, le recouvrement et la durée* » (article 14).

L'équilibre budgétaire d'accord, mais pas aux dépens de la démocratie !

## **Le secteur financier veut nous dicter sa « règle » ? Imposons-lui notre loi !**

**Pour sortir de la crise et réduire les déficits publics il faut s'attaquer à ce qui parasite notre société : le secteur financier** et non les crédits pour l'école, la santé, la sécurité, le logement, les transports ou la justice qui préparent, pour demain les conditions de notre richesse.

Il faut en urgence et sans « règle d'or » :

- interdire aux banques de spéculer sur les marchés financiers
- libérer les Etats de la tutelle de ces marchés en utilisant la Banque centrale européenne
- réduire les taux d'intérêt exorbitants des titres émis par les pays en difficulté
- supprimer les agences de notation
- s'attaquer aux cadeaux fiscaux faits aux plus riches
- faire une réforme juste de l'impôt sur le revenu en faisant payer davantage les plus riches
- taxer le Capital autant que le Travail et les salaires
- lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux qui coûtent à la France 2 à 3 % de sa richesse chaque année

La soumission à la dictature des marchés doit prendre fin, **les « simples » citoyens, doivent reprendre la main sur l'économie afin qu'elle serve l'intérêt général** et non une minorité de privilégiés. **Avec vous à Montreuil comme à l'Assemblée nationale avec mes collègues, députés communistes républicains et du Parti de gauche, c'est ce que je continuerai à défendre sans relâche.**

**Jean-Pierre BRARD**

